

# Le Valais va lutter activement contre la traite d'êtres humains

Le Valais développe une stratégie et soutient la création d'une association destinée à venir en aide aux victimes de traite d'êtres humains. Le canton est particulièrement à risque dans les domaines du tourisme et de l'agriculture.



© Adobe Stock

« Elle travaille tous les jours, est logée sur son lieu de travail, dans une cave. Son passeport lui a été retiré et elle est rémunérée à moins de dix francs de l'heure. » Cet exemple, cité mardi 17 octobre en conférence de presse à Sion par le Conseiller d'état Mathias Reynard, relate la situation réelle vécue en Valais par une femme victime de traite d'être humain. Toutefois, la vingtaine de situations de traite d'êtres humains connue depuis 2018 en Valais pourrait bien n'être que la pointe de l'iceberg : selon un rapport du Centre suisse de compétence pour les droits humains (CSDH) publié en 2022, le canton fait face à un « facteur de risque absolu » en la matière. En d'autres termes, le nombre de victimes potentiel est élevé dans le canton.

Face à cette situation et au vu des traités internationaux signés, le Valais a souhaité prendre des « mesures fortes » pour permettre « à ces personnes qui se trouvent en situation de vulnérabilité extrême de sortir du silence ». Ainsi, dès 2024, une stratégie de lutte contre la traite d'êtres humains va être déployée sur l'ensemble du territoire cantonal, qui, outre l'exploitation sexuelle, se trouve particulièrement à risque dans les domaines du tourisme et de la restauration, ainsi que de l'agriculture. La stratégie prévoit une sensibilisation des professionnel-le-s concerné-e-s par cette problématique (police, ministère public, LAVI, office de l'asile, professionnel-le-s de la santé et du social, etc.), la coordination de leurs actions et une prise en charge adéquate des victimes.

Pour ce faire, une association spécifique s'apprête à voir le jour<sup>[1]</sup>. « Les victimes de traite d'êtres humains doivent être accompagnées dans l'urgence, avec notamment les besoins d'hébergement et de soins, mais également sur le long terme, particulièrement pour tout ce qui touche au procès, qui peut être long et éprouvant », a commenté Tara Balet, cheffe du projet-pilote de déploiement de la stratégie de lutte. Si les situations de traite d'êtres humains sont pénalement poursuivies d'office, la condamnation des auteurs et autrices dépend en grande partie des témoignages et plaintes des victimes : « Jusqu'à maintenant, peu de plaintes ont été déposées, précise Tara Balet. Mais les auteurs et autrices doivent être condamné-e-s, il est donc important d'apporter du soutien aux personnes victimes pour traverser tout ce processus éprouvant. » Et Mathias Reynard de compléter : « Nous voulons lutter contre cette forme moderne d'esclavage. Cela n'a pas sa place en Valais et nous appliquerons la tolérance zéro contre ces situations inacceptables. »

## Une stratégie en trois axes d'action

La stratégie valaisanne, largement inspirée des activités de l'association vaudoise de soutien aux victimes de traite et d'exploitation Astrée, repose donc sur trois axes. Le premier concerne la sensibilisation et la formation des acteurs et actrices de terrain : « La traite d'êtres humains est un phénomène insidieux, relate Tara Balet. Parfois, les victimes ne sont même pas conscientes d'en être. Afin que la personne accepte de parler de son histoire, la création d'un fort lien de confiance, dans le temps, est nécessaire. Or, ce n'est que si elle parle que les professionnel-le-s de terrain pourront déceler des indices de ces traitements inhumains et leur venir en aide. » Le soutien et l'hébergement des victimes représentent d'ailleurs le deuxième plan de la stratégie, que ce soit dans

l'urgence ou sur la durée pour permettre l'intégration, la formation et l'établissement de ces personnes. Enfin, l'accompagnement des victimes, grâce à une meilleure coordination des divers acteurs et actrices de terrain, complète le plan d'action.

(Céline RoCHAT)

▣ La future association disposera d'un budget de près de 260'000 francs et fonctionnera, dans un premier temps, avec l'équivalent de 1,6 équivalent plein temps.